

PRD OFFICE
8, rue Lammenais
75008 PARIS

Sté P.R.D. REÇU LE

29 JUIN 2023

Pantin, le 22 juin 2023

Réf. ND/FW/2023.06.1638

Dossier suivi par : Nicolas DEMANGE – 01 49 15 41 77 / 40 39

LETTRE RECOMMANDEE EN AR

A l'attention de Madame Alexina DE ROUX, Directrice de Projet.

Objet : Notification de résultat suite à la visite de la Sous-Commission Départementale de Sécurité Incendie et de la Sous-Commission Départementale de Sécurité Publique.

Madame,

La Sous-Commission Départementale de Sécurité Incendie et de la Sous-Commission Départementale de Sécurité Publique ont procédé le jeudi 6 avril 2023 à 9h00 à la visite de réception de travaux et d'ouverture au public des travaux de l'école d'enseignement supérieur sis 183, avenue Jean Lolive à Pantin, dont vous êtes le constructeur.

La visite de cet établissement ainsi que les essais effectués ont permis à ces sous-commissions d'émettre chacune un avis favorable à la réception de travaux et à l'ouverture au public du bâtiment.

En conséquence, j'autorise l'ouverture au public de cet établissement conformément à l'arrêté municipal n° 2023/308 et vous demande de réaliser l'ensemble des mesures de sécurité qui y est listé dans les délais précisés.

Avant la fin des délais, je vous demande de me transmettre tous documents prouvant la réalisation effective de ces mesures de sécurité (rapport, attestation, certificat, procès-verbal, photographie...).

Vous trouverez, ci-joint :

- l'arrêté municipal n° 2023/519, à annexer au registre de sécurité de l'établissement (en remplacement de l'arrêté n° 2023/308),
- les procès-verbaux des commissions, à annexer au registre de sécurité de l'établissement.

L'avis sécurité incendie, à afficher à l'entrée principale de votre établissement, vous a été transmis dans un précédent courrier.

Je vous prie de croire, Madame, en l'expression de mes salutations distinguées.

Bertrand KERN
Maire,
Conseiller Métropolitain



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2023/519

DOMAINE : SÉCURITÉ INCENDIE

**OBJET : ARRÊTÉ MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE AU PUBLIC DE L'ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SISE 183 AVENUE JEAN LOLIVE A PANTIN
ANNULE ET REMPLACE L'ARRETE N° 2023/308**

Le Maire de PANTIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L.2212-2, L.2212-4,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, articles L.111.7 et suivants, L.125.2, R.111.18 et suivants
Articles L.123.2 et R.123.1 et suivants,

Vu les arrêtés de M. le Ministre de l'Intérieur du 23 mars 1965 et du 25 juin 1980 modifiés, portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SCDI) en date du 6 avril 2023 émettant un avis favorable à la réception des travaux (PC.093055.20.B0027-M01) et à l'ouverture au public de l'établissement, assorti de dix-huit prescriptions,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale pour l'étude de sécurité publique en date du 6 avril 2023 émettant un avis favorable à la réception des travaux assorti d'une prescription et de treize recommandations,

Vu l'attestation de conformité aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées établie en date du 5 avril 2023 par l'organisme agréé Bureau Veritas, sans non-conformité,

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sécurité et notamment la sécurité et la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'école d'enseignement supérieur, sise 183, avenue Jean Lolive, est autorisée à ouvrir au public sous réserve de la réalisation des mesures de sécurité émises dans le procès-verbal de visite de la SCDI en date du 6 avril 2023 (annexe 1), et ce dans les délais suivants :

IMMÉDIATEMENT :

Mesure de sécurité incendie N°4 : Tenir à la disposition des sapeurs-pompiers un nombre suffisant de badges d'accès aux locaux.

Mesure de sécurité incendie N°5 : Limiter à 19 personnes l'effectif admissible dans les locaux ne disposant que d'une seule sortie de secours et notamment dans la salle de sport.

Mesure de sécurité incendie N°6 : Garantir une largeur de passage de 90 cm sur les baies accessibles.

Mesure de sécurité incendie N°11 : Interdire tout stockage dans les locaux techniques, notamment le local haute tension.

Mesure de sécurité incendie N°13 : Assurer la formation du personnel en charge de la surveillance et de l'exploitation des installations de sécurité et notamment du SSI.

Mesure de sécurité incendie N°14 : Assurer la formation du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie et à l'utilisation des moyens de secours.

SOUS UN DELAI DE 1 MOIS :

Mesure de sécurité incendie N°1 : Asservir l'ouverture des portails au déclenchement du processus d'alarme.

Mesure de sécurité incendie N°2 : Remédier au défaut du dispositif actionné de sécurité (DAS) d'amenée d'air de l'amphithéâtre.

Mesure de sécurité incendie N°3 : Complétez le RVRAT en indiquant la conformité ou la non-conformité à l'article CO13.

Mesure de sécurité incendie N°7 : Rendre pérenne la signalétique identifiant les orifices d'alimentation des colonnes sèches.

Mesure de sécurité incendie N°8 : Mettre en place une signalétique adaptée pour les installations photovoltaïques, notamment pour ce qui concerne les coupures et les cheminements des câbles sous tension.

Mesure de sécurité incendie N°9 : Identifier les différents organes de coupure d'urgence, notamment dans l'office de réchauffage.

Mesure de sécurité incendie N°10 : Installer un BAPI dans le PCS.

Mesure de sécurité incendie N°12 : Compléter l'identification des différents locaux de l'établissement.

Mesure de sécurité incendie N°16 : Mettre à jour les plans d'intervention et d'évacuation.

Mesure de sécurité incendie N°18 : Poursuivre la levée des observations contenues dans les rapports précités et annexer les attestations correspondantes au registre de sécurité.

SOUS UN DELAI DE 3 MOIS :

Mesure de sécurité incendie N°15 : Assurer un nombre suffisant d'exercices d'évacuation au cours de l'année universitaire, conformément à l'article R33.

Mesure de sécurité incendie N°17 : Compléter et tenir à jour le registre de sécurité.

ARTICLE 2 : Une prescription, définie en annexe 2 et jointe au présent arrêté, a été émise par la Sous-Commission départementale pour l'étude de sécurité publique en date du 6 avril 2023 et devra être réalisée avant l'ouverture au public de l'établissement.

ARTICLE 3 : Treize (13) recommandations, définies en annexe 2 et jointes au présent arrêté, ont été émises par la Sous-Commission départementale pour l'étude de sécurité publique en date du 6 avril 2023. Il vous ai suggéré de mettre en place ces dispositions afin d'optimiser le niveau de sûreté de l'établissement.

ARTICLE 4 : Cet établissement recevant du public, de type R avec activités secondaires de type N et X classé en 2^{ème} catégorie, est autorisé à recevoir un effectif de 1 450 personnes au total simultanément.

ARTICLE 5 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires devront faire l'objet d'une demande d'autorisation de travaux. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 6 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2023/308 du 9 mai 2023.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté prendra effet, dès sa notification, à Madame Alexina DE ROUX, constructeur de l'école d'enseignement supérieur sise 183, avenue Jean Lolive à Pantin.

ARTICLE 8 : Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services et les agents communaux assermentés placés sous son autorité, Madame la Commissaire de police et les agents placés sous ses ordres, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents placés sous ordres seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera remise à l'intéressé et une copie adressée à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai imparti de 2 mois à compter de la publication, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyen, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Pantin, le 22 juin 2023



Bertrand KERN,
Maire,
Conseiller Métropolitain

« Certifié exécutoire »

Transmis en Préfecture le : 28/06/23

Notifié le :

- Annexe 1 -



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET DU PRÉFET

**BUREAU DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES
SECTION SÉCURITÉ INCENDIE**

Article R. 143-42 du code de la construction et de l'habitation
Article 10 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

PROCÈS-VERBAL DE VISITE

DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS
RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR



DÉTAILS DE LA VISITE

| | |
|---------------|--|
| ÉTABLISSEMENT | Ecole d'enseignement supérieur 183 avenue Jean Lolive 93500 Pantin |
| DATE - HEURE | Jeudi 6 avril 2023 à 9h |
| CLASSEMENT | ERP de type R avec activités secondaires de N et X de 2 ^{ème} catégorie |

| | |
|-------|---|
| GENRE | Périodique <input type="checkbox"/> Réception de travaux <input checked="" type="checkbox"/> Ouverture <input checked="" type="checkbox"/> Inopinée <input type="checkbox"/> Ouverture temporaire / partielle <input type="checkbox"/> Homologation <input type="checkbox"/> Levée AD <input type="checkbox"/> |
| AVIS | Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/> |
| | Absence d'Avis <input type="checkbox"/> |

SIGNATURE DU PRÉSIDENT DE LA SOUS-COMMISSION

| Fonction | Nom | Signature |
|---|---------|-----------|
| PRÉFECTURE Représentant de M. le préfet | LAZZONI | |

PANTIN – ECOLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – 25012023

La sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SCDSI) a visité le jeudi 6 avril 2023 à 9h00, dans le cadre d'une visite d'ouverture et de réception de travaux, l'école d'enseignement supérieur, sis 183 avenue Jean Lolive à Pantin (93500).

L'établissement est susceptible d'accueillir 1 450 personnes dont 50 au titre du personnel est classé en type R avec activités secondaires de types N et X de 2^e catégorie.

Les travaux réalisés ont fait l'objet des avis favorables de la SCDSI suivants :

- 20-PAN-28 du 25 janvier 2021 – PC 093 055 20 B0027 – AT 093 055 20 0056 ;
- 22-PAN-12 du 4 août 2022 – dossier GE 282 ;
- 22-PAN-37 du 30 janvier 2023 – PC M01 – AT 093 055 22 0119.

L'établissement est composé de deux bâtiments dénommés plot A et plot B. Ces plots, reliés entre eux par des passerelles/escaliers à l'air libre, disposent d'un socle commun au rez-de-jardin. Il est distribué de la manière suivante :

- au 6^e étage :
 - plot A : une terrasse végétalisée accessible ;
 - plot B : un bureau projet, un bureau VIP et des locaux administratifs.
- au 5^e étage :
 - plot A : quatre salles de classe ;
 - plot B : un bureau (live space) et des locaux administratifs.
- au 4^e étage :
 - plot A : cinq salles de classe ;
 - plot B : une salle projet et des locaux administratifs.
- au 3^e étage :
 - plot A : cinq salles de classe ;
 - plot B : des locaux administratifs.
- au 2^e étage :
 - plot A : cinq salles de classe ;
 - plot B : une salle projet et des locaux administratifs.
- au 1^{er} étage :
 - plot A : une bibliothèque de 283 m² environ ;
 - plot B : une zone projet et le bureau des étudiants (BDE).
- au rez-de-chaussée :
 - plot A : un hall d'accueil, une cafétéria de 192 m² environ, un poste central de sécurité, une infirmerie, une bagagerie et des réserves ;
 - plot B : un local vélos, un local déchets et un poste haute tension.
- au rez-de-jardin : un amphithéâtre de 250 m² (300 places) et sa régie, une salle de sport (wellness center) et ses vestiaires, deux studios, une loge et des locaux techniques ;
- au sous-sol (non accessible au public) : la partie basse de l'amphithéâtre, un local poubelles, une réserve et des locaux techniques.

Les plots sont réalisés selon le mode constructif suivant :

- un socle en béton ;
- des planchers en bois de type CLT portés sur une poutraison bois ;
- des façades en ossature bois avec un revêtement extérieur en bois ;
- un noyau central des bâtiments en béton (escalier, gaine ascenseur et circulation intermédiaire) ;
- des passerelles de liaison en structure métallique.

L'établissement dispose des installations techniques et de sécurité suivantes :

- un système de sécurité incendie de catégorie B avec tableau de report à la banque d'accueil ;
- un système sonorisation de sécurité (SSS) ;
- une source centrale couvrant uniquement l'amphithéâtre et à sa galerie ;

Visa des membres de la sous-commission

kn 38 VP ✓ NC

PANTIN – ECOLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – 25012023

- un éclairage de sécurité par blocs autonomes ;
- un système de désenfumage mécanique de l'amphithéâtre ;
- un système de désenfumage naturel des escaliers encoisonnés ;
- quatre colonnes sèches desservant les niveaux en superstructure ;
- deux ascenseurs et un monte-charge ;
- des portes automatiques coulissantes ;
- des panneaux photovoltaïques en toiture du plot B ;
- une CTA ;
- une VMC.

En préalable à la visite, la sous-commission a pris connaissance des documents suivants :

- registre de sécurité ;
- RVRAT établi par l'organisme agréé BUREAU VERITAS CONSTRUCTION le 31 mars 2023 ;
- attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap établie par l'organisme agréé BUREAU VERITAS CONSTRUCTION le 5 avril 2023 ;
- RRT du SSI établi par la société EURO COORD le 31 mars 2023 ;
- attestation de solidité à froid établie par l'organisme agréé BUREAU VERITAS le 9 mars 2023 ;
- déclarations UE de conformité des ascenseurs établies par la société KONE les 20 et 27 février 2023 ;
- mesure des valeurs théoriques et mesurées de désenfumage établie par la société ER2C le 31 janvier 2023 ;
- rapports d'essais préalables à la mise en service des colonnes sèches établis par la société TOP le 9 mars 2023.

Au cours de la visite, la sous-commission a fait procéder aux essais suivants, réalisés en situation de coupure de l'alimentation électrique normale des équipements centraux du SSI :

- contrôle des connaissances de sécurité du chef d'établissement ;
- essai du téléphone urbain situé dans le PCS ;
- action sur le dispositif d'arrêt d'urgence de mise hors tension électrique de l'établissement entraînant sans temporisation l'ouverture des portes automatiques coulissantes, vérification de l'éclairage de sécurité dans l'ensemble de l'établissement et vérification du branchement du SSI en amont du TGBT ;
- mise en œuvre du désenfumage mécanique de l'amphithéâtre à partir de l'UCMC du CMSI suivi de la commande d'arrêt pompier.

Au cours de la visite, la sous-commission a fait procéder aux essais suivants, réalisés en situation électrique normale des équipements centraux du SSI :

- action sur le déclencheur manuel n° B1ZDM098 -3 situé dans la galerie de l'amphithéâtre au rez-de-jardin entraînant sans temporisation la diffusion de l'alarme générale sonore et visuelle, l'arrêt du programme en cours, la remise en lumière de l'amphithéâtre et diffusion d'un message préenregistré ;
- ouverture des exutoires des escaliers 1 et 2 à partir de leurs commandes manuelles respectives situées au niveau d'accès des secours ;
- action sur l'interrupteur de proximité situé dans l'escalier menant du R+5 au R+6 du plot A.

Le résultat de ces essais et de la visite s'est révélé satisfaisant.

La sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique émet, à l'unanimité de ses membres, un avis favorable à la réception des travaux et à l'ouverture au public de l'école d'enseignement supérieur.

Elle demande la réalisation des prescriptions suivantes :

1. Asservir l'ouverture des portails au déclenchement du processus d'alarme générale.

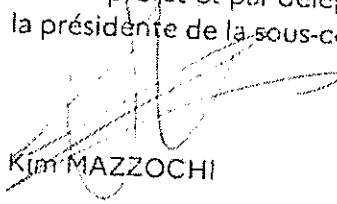
Visa des membres de la sous-commission

KN BS VP JC

PANTIN – ECOLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – 25012023

2. Remédier au défaut du dispositif actionné de sécurité (DAS) d'amenée d'air de l'amphithéâtre.
3. Compléter le RVRAT en indiquant la conformité ou la non-conformité à l'article CO13.
4. Tenir à la disposition des sapeurs-pompiers un nombre suffisant de badges d'accès aux locaux.
5. Limiter à 19 personnes l'effectif admissible dans les locaux ne disposant que d'une seule sortie de secours, et notamment dans la salle de sport.
6. Garantir une largeur de passage de 90cm sur les baies accessibles.
7. Rendre pérenne la signalétique identifiant les orifices d'alimentation des colonnes sèches.
8. Mettre en place une signalétique adaptée pour les installations photovoltaïques, notamment pour ce qui concerne les coupures et les cheminements des câbles sous tension.
9. Identifier les différents organes de coupure d'urgence, notamment dans l'office de réchauffage.
10. Installer un BAPI dans le PCS.
11. Interdire tout stockage dans les locaux techniques, notamment le local haute tension.
12. Compléter l'identification des différents locaux de l'établissement.
13. Assurer la formation du personnel en charge de la surveillance et de l'exploitation des installations de sécurité, et notamment du SSI.
14. Assurer la formation du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie et à l'utilisation des moyens de secours.
15. Assurer un nombre suffisant d'exercices d'évacuation au cours de l'année universitaire, conformément à l'article R33.
16. Mettre à jour les plans d'intervention et d'évacuation.
17. Compléter et tenir à jour le registre de sécurité.
18. Poursuivre la levée des observations contenues dans les rapports précités et annexer les attestations correspondantes au registre de sécurité.

Pour le préfet et par délégation,
la présidente de la sous-commission,


Kim MAZZOCHI

Visa des membres de la sous-commission

KM BS VIP X NC



ATTESTATION DE CONTROLE TECHNIQUE

(délivrée par le contrôleur technique au maître de l'ouvrage en application de l'article 46 du décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié)

Mission relative à la solidité dans les IGH et les ERP des 4 premières catégories

Je soussigné, Florian JOLIVET
de la Société Bureau Veritas Construction, titulaire de l'agrément pour les domaines A 1 et D au sens de l'arrêté du 26 novembre 2009 relatif au contrôle technique obligatoire délivré par décision ministérielle du 27 septembre 2019, atteste que, par contrat de contrôle technique

N° 10441593
en date du 25/01/2021
la Société PRD

Maître de l'ouvrage de l'opération de construction suivante : Construction bâtiment d'enseignement
a confié, au titre de l'article R 125-17 du CCH, à Bureau Veritas Construction, qui l'a réalisée, une mission de contrôle technique de type L visant à contribuer à la prévention des aléas techniques relatifs à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables neufs de cette construction.

A l'issue de cette mission, réalisée dans les termes et conditions du contrat précité, le contrôleur technique, dans ses conclusions finales (*)

- ☐ a émis des avis défavorables sur la stabilité à froid de la construction dans les conditions normales d'utilisation (voir en annexe conclusions du rapport de contrôle)
- ☒ n'a pas émis des avis défavorables sur la stabilité à froid de la construction dans les conditions normales d'utilisation

Nota : dans le cas de travaux sur existant, ces conclusions ne concernent que les parties neuves de la construction.

Date : 09/03/2023

Signature :

(*) barrer la mention inutile



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du préfet
Bureau de la police administrative**

PROCÈS-VERBAL DE VISITE

DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR L'ÉTUDE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAILS DE LA VISITE

ÉTABLISSEMENT

Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur à Pantin

DATE-HEURE

6 avril 2023, à 9h00

GENRE

Réception de travaux

AVIS

Favorable ☒ Défavorable ☐

Absence d'avis

SIGNATURE DU PRÉSIDENT DE LA SOUS-COMMISSION

Fonction

Nom

Signature

PRÉFECTURE

Représentant de M. le préfet

Béatrice PREVOST

Mairie

Représentant du maire

Nadine CASTILLOU



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du préfet
Bureau de la police administrative**

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ
PUBLIQUE
RELEVÉ DU SOPS AU TITRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**Visite de réception
Construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur à Pantin
le jeudi 6 avril 2023**

La visite de ce jour concerne la construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur situé au 183, avenue Jean Lolive à Pantin (93500).

La sous-commission départementale pour la sécurité publique a examiné en séance du 19 janvier 2021 le projet de construction d'un bâtiment d'enseignement supérieur à Pantin. Les membres délégués de la sous-commission départementale ont émis un avis favorable à l'unanimité assorti de dix recommandations.

Historiquement implantée à Grenoble, l'école Grenoble École de Management est actuellement installée dans le 14^{ème} arrondissement de Paris. Les matières enseignées sont les suivantes : commerce, communication, l'économie, la physique et la technologie.

Le projet porte sur la construction d'un établissement d'enseignement supérieur (R+6), constituée de 2 bâtiments dénommés plot A et plot B. Ces plots sont reliés entre eux par des passerelles et escaliers à l'air libre et dispose d'un socle commun au rez-de-jardin (RDJ).

Au titre de la sûreté et de la sécurité publique :

Les effectifs du SOPS ont pu effectuer une visite préalable de Grenoble École de Management située au 183 rue Jean Lolive à Pantin le lundi 3 avril 2023, à la sous-commission pour la sécurité publique, réunie ce jour (jeudi 6 avril 2023).

Les documents suivants ont été transmis par le maître d'ouvrage et les gestionnaires du site :

- fiche technique des produits verriers ;
- fiche technique des caméras du système de vidéo-protection ;
- fiche technique du Network Vidéo Recording (NVR) ;
- fiche technique des serrures ;

- fiche technique des détecteurs anti-intrusion ;
- fiche technique de la centrale d'alarme.

A l'issue des vérifications, le service opérationnel de prévention situationnelle demande au maître d'ouvrage, aux gestionnaires du site et aux preneurs de se conformer à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux mesures retenues dans l'étude de sécurité publique, dont la suivante :

- renforcer la résistance à l'effraction du bloc-porte du local Poste Central de Sécurité (PCS).

En outre, le service opérationnel de prévention situationnelle émet les treize recommandations suivantes auprès du maître d'ouvrage, des gestionnaires du site et des preneurs afin d'optimiser le niveau de sûreté du site :

- apposer un film opacifiant, sans tain ou de la vitrophanie sur les impostes vitrées de la « Kafet » au rez-de-chaussée sur une hauteur minimale d'1m80 (ou tout autre dispositif occultant) depuis le niveau de la rue afin qu'on ne puisse pas voir les étudiants depuis la voie publique ;
- apposer un film opacifiant, sans tain ou de la vitrophanie sur les impostes vitrées basses du R+1 (bibliothèque) afin qu'on ne puisse pas voir les étudiants depuis la voie publique ;
- configurer le NVR du système de vidéo-protection pour que les enregistrements soient effectués en continu (et non uniquement sur détection) sur une durée minimale de 15 jours (30 jours au maximum conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieur) ;
- installer une caméra de vidéo-protection supplémentaire dans le local vélo afin de lutter contre les risques d'agressions et de vols ;
- configurer l'alarme PPMS afin que le message invitant à la mise à l'abri soit diffusé en boucle une fois le déclenchement effectué ;
- la commande du PPMS permettant la mise à l'abri et se trouvant à l'accueil ne devra permettre que son activation ;
- ajouter une commande du PPMS dans le bureau du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints ;
- s'assurer du bon fonctionnement du moteur des rideaux métalliques situés à l'entrée du site ;
- procéder de concert avec la mairie à la suppression des places de stationnement se trouvant au droit du bâtiment ;
- sceller les faux-plafonds des toilettes ouvertes aux étudiants ;
- procéder à l'encagement de la colonne sèche et en accord avec la réglementation incendie ;
- procéder à la demande d'autorisation préfectorale avant la mise en service du système de vidéo-protection , et de l'ouverture du site au public ;
- apposer l'affichage réglementaire indiquant la présence de vidéo-protection sur chaque accès au site.

Le SOPS a pu constater lors de la visite de ce jour que les dispositifs mis en place concourent à une sûreté efficiente du site et correspondent aux mesures prévues dans l'étude de sécurité publique, voire de niveau supérieur dans certains cas, ou à défaut ont fait l'objet de mesures compensatoires.

Dès lors, la sous-commission départementale pour la sécurité publique émet **un avis favorable** sous réserve du strict respect des mesures retenues dans l'étude de sécurité publique, au titre de la sûreté.